

André Malraux

Allocution prononcée au Palais des Sports de Paris, le 23 avril 1969

(Pour le *oui* au référendum)

Depuis dix ans, de référendum en référendum, une même lutte tantôt éclatante et tantôt souterraine se livre entre les partisans d'un gouvernement qui gouverne, et ceux de gouvernements qui ne gouvernaient pas.

Je ne reprendrai pas l'analyse juridique de la loi qui vous est soumise. Le Général de Gaulle l'a fait de façon complète. Jean-Marcel Jeanneney vient de le faire avec plus de compétence que moi. Tout ce qu'on peut préciser à ce sujet, vous le connaissez. Pour les Français, le viol de la Constitution, c'est un coup d'Etat, et non la consultation du peuple.

Mais je dis qu'aujourd'hui 23 avril, les arguments juridiques ne détermineront plus dix mille votes.

Comme en tant d'autres circonstances, le *oui*, ce n'est plus que la confiance en de Gaulle ; le *non*, ce n'est plus que le désir de son départ.

Vous aboutissez donc au plébiscite, disent les partisans du *non*. Je rappelle que, sommairement, le référendum porte sur les idées, et le plébiscite, sur les personnes. Mais comment les personnes ne seraient-elles pas en cause, quand on les y met depuis dix ans ?

Si une partie de l'ancienne gauche s'est ruée contre l'élection du Président de la République au suffrage universel, n'est-ce pas parce qu'il s'agissait du Général de Gaulle ?

Si les adversaires les plus constants du Sénat, ceux qui voulaient sa suppression, veulent aujourd'hui le maintenir à tout prix tel qu'il est, n'est-ce pas pour le maintenir contre le Général de Gaulle ?

Sommes-nous tellement séparés par les idées, de ces partisans du *non*, toujours en

retard d'un gaullisme ? Beaucoup de celles auxquelles nous avons donné forme, elles étaient hier leurs rêves, et ils n'en avaient fait que des rêves. Si réellement la loi sur la régionalisation est incomplète ou inefficace, si l'on pouvait la faire voter par le parlement, pourquoi nos adversaires n'en ont-ils jamais proposé une meilleure, pourquoi ne l'ont-ils pas soumise au Parlement ? Ils ont eu plus de vingt ans pour le faire. Si, demain, la régionalisation était proposée par un autre que le Général de Gaulle, la moitié des *non* d'aujourd'hui deviendraient des *oui*.

Prenons garde au mot plébiscite. Chaque fois que le peuple est consulté, les éternels partisans du *non* inventent un épouvantail. Tout d'abord, pour eux, le référendum apportait le despotisme. Où est le despotisme ? Le premier et le plus illustre des épouvantails, ce fut le fascisme : « Le Fascisme ne passera pas ». Le monde entier a vu naître la Communauté française, puis l'indépendance de nos anciennes colonies. Quant au fascisme, qui l'a vu ?

Comme ce fascisme, le plébiscite est un épouvantail. Le mot agit puissamment, à cause du souvenir de Napoléon III, renforcé par celui de Staline et de Hitler. Mais le caractère principal de leurs plébiscites n'était pas la question posée, c'était l'impossibilité d'y répondre. Même si cette question semble exprimer une idée, il y a toujours plébiscite quand il y a 99 % de *oui*.

Où sont nos 99 % ? Qui ne comprend qu'en consultant le pays sur un problème aussi particulier que celui de la création des régions, le Général de Gaulle devrait ne pas retrouver les voix des élections ? Qu'il se met en jeu, par conséquent, dans des conditions exactement opposées à celles des plébiscites totalitaires, et même des plébiscites impériaux ? Ce qui menace les libertés des citoyens dans un état moderne, ce n'est pas l'ombre de Napoléon III, c'est l'union d'un régime policier et d'un parti unique.

Il ne s'agit pas de répondre *oui* à des arguties, mais bien au destin de la France. Le gaullisme est un tout. Il s'est d'abord appelé la Libération. Mais qu'a été l'indépendance de nos anciennes colonies, obtenue sans Congo et sans Biafra, sinon une libération ? Que furent le droit de vote des femmes, les Comités d'entreprise, les nationalisations, la sécurité sociale, la paix en Algérie, la République deux fois sauvée ? Que signifie donc

que, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, les soldats français ne se battent nulle part ? Ceux qui ont connu la guerre se souviennent de la chanson de Georges Van Parys, devenue le chant de la Légion : « Y a des cailloux sur les routes – Sur les routes y a des chagrins... ». Sur une route où n'ont manqué ni les cailloux ni les chagrins, le Général de Gaulle a rétabli la France, de libération en libération.

Cette grande entreprise régionale prend sa place dans un long cortège. Mais libération de quoi ? De Paris ? Quel est ce nouvel épouvantail ? Paris, c'est vous. Quand avez-vous souhaité voir votre Conseil Municipal s'occuper des provinces ? Il ne s'agit de rien de semblable, mais bien de savoir si seule une administration centrale doit s'occuper de tout, ou si l'on doit régler en Normandie la réparation du pont de Tancarville, et la restauration de la cathédrale de Rouen. Bien entendu, il s'agit aussi de beaucoup plus ; ces exemples sont ceux d'une réforme d'une nécessité vitale pour la Nation. Mais qu'importe ? Nos adversaires avaient publiquement décidé de voter *non*, bien avant de connaître l'objet du référendum, en un temps où la révision et l'intérim du Président n'étaient pas encore en cause. A la vérité, dix ans avant, je le répète.

Mais s'ils l'emportaient, sur quelle continuité, sur quel accord pourraient-ils fonder leur action commune ?

Je me souviens d'une conversation de jadis avec le Président Kennedy. Je lui avais dit : « – Il y a cent ans, on ne parlait que de la République contre la Royauté, quand le vrai conflit était déjà celui du prolétariat contre le capitalisme... ». Il m'a répondu : « – Aujourd'hui, il s'agit de faire de l'action politique le moyen de la révolution technique ».

Deux jours après le départ du Général de Gaulle, les partisans du *non* se retrouveraient, comme d'habitude, tout occupés à tenter de concilier les inconciliables. Quant à la France, comme d'habitude aussi, elle paierait les frais. Les combinaisons assurent la vie précaire des ministères, elles n'assurent pas la survie de la France. Et elles s'effondrent au moindre drame. On nous rebat les oreilles des événements de Mai ; croit-on que si, en Mai, n'importe lequel des adversaires du Général s'était trouvé à sa place, il y serait resté ?

Car les partisans du *non* oublient pudiquement de dire une chose très simple : le *non* n'est pas une abstraction, un désaccord sur un épisode parmi d'autres, du rétablissement de la France : le *non*, c'est eux. J'ai rappelé à Strasbourg que la passion de la jeunesse parisienne insurgée était morte avant le discours du général, avant le défilé des Champs-Élysées : elle était morte lorsque cette jeunesse avait compris que la conclusion politique réelle de son insurrection, ce n'était pas le pouvoir étudiant ni la fécondité du chaos, mais la candidature de M. Mitterrand à la présidence de la République. Il n'y a pas à choisir entre le Général de Gaulle et un rêve supplémentaire des gens qui ont si longtemps rêvé la gauche en faisant la politique de la droite, il y a à choisir entre le Général de Gaulle, M. Poher ou un autre, et M. Waldeck-Rochet.

Ici, une parenthèse. Il y a aussi ceux qui parlent d'après-gaullisme. Il est grand temps de comprendre qu'il n'y a pas d'après-gaullisme contre le Général de Gaulle. Et que par le vote de dimanche comme par tous les autres, on peut fonder un après gaullisme sur la victoire du gaullisme, mais qu'on ne pourrait en fonder aucun sur la défaite du gaullisme. Il ne s'agit pas de rassurer ceux qui ont toujours eu besoin de l'être, il s'agit, je le répète, du destin de la France. Il y a un poids de l'Histoire plus lourd que celui de l'ingéniosité. Et aucun gaulliste d'avant-hier, d'hier ou de demain ne pourrait maintenir la France, appuyé sur les *non* qui auraient écarté le Général de Gaulle.

Il n'y a pas deux choix, il n'y en a qu'un. C'est le choix entre dix ans de décisions, de défense de la France et de l'intérêt public, et l'éternel retour à l'éternelle IV^e. Ce choix n'est pas abstrait, mais terriblement concret. Pourquoi attacher tant d'importance à un homme ? demandent ceux qui se trompent toujours de République, croient que la V^e c'est la IV^e plus de Gaulle, et oublient l'importance décisive du Président, en France comme aux Etats-Unis, à partir du moment où ce Président est élu au suffrage universel. J'aime mieux l'étudiant de Strasbourg qui me disait le 13 : « Moi, je voterai *oui* parce que cette République se soucie plus de la France que la précédente ; mais d'abord parce que le Général de Gaulle est, dans la situation présente, la meilleure chance de la France ». Nous voulons que s'exerce la volonté de décision, et non les vieilles rivalités que nous voyons déjà reparaître, les compromis pris pour des moyens de gouvernement, comme celui qui tente désespérément, cette semaine, d'accorder la politique étrangère des *non* pro-

américains, à celles du parti communiste. Les partisans du *non* parlent sans cesse de pouvoir personnel. Mais ce n'est pas un pouvoir personnel qui arrêta par un discours les généraux d'Alger et les cortèges de Mai : c'est le pouvoir historique. Le pouvoir qui exprime ce que nos adversaires n'ont jamais exprimé en France : la volonté nationale et l'intérêt public. Ce qu'ils appellent le pouvoir personnel, c'est le contraire de l'impuissance impersonnelle qu'ils ont montrée si longtemps. C'est le pouvoir particulier de l'homme qui assumait la France, quand il s'agit de l'assumer une fois de plus. Ce n'est pas une idéologie qui fait du Général de Gaulle le garant de l'intérêt public contre les intérêts privés : c'est le 18 juin, c'est 1944, 1958, l'Algérie – la volonté toujours la même devant la patrie en danger. La volonté de la France est faite de tous nos morts.

Et il est clair que notre problème capital, dont la création des régions ne représente qu'un épisode, c'est l'adaptation de la France à son temps. La société change en trois ans autant qu'en trente au début du XX^e siècle, qu'en trois cents ans au XVII^e. Et l'Etat est devenu l'un des acteurs principaux de cette transformation.

Or, que deviendraient les partisans de *non* devant leur victoire ?

M. Michel Soulié, ancien ministre, nous dit, après la déclaration de M. Giscard d'Estaing : « L'opposition de gauche et du centre gauche accueille avec satisfaction ce renfort inattendu sinon inespéré. Dans un combat décisif contre un adversaire encore formidable, on ne se préoccupe pas de l'origine des appuis qu'on reçoit ». J'avoue que l'opposition du centre gauche m'enchantait, en un temps où nous pouvons dire, comme à l'occasion de l'élection du Président de la République, que la gauche n'est plus à gauche, que la droite n'est que dans l'ombre, et que le centre n'est plus au milieu. Mais enfin, même pour un gouvernement qui ne se préoccuperait pas de l'origine des appuis qu'il reçoit, où serait l'accord du capitalisme libéral avec le communisme ? De la démocratie avec le totalitarisme ? A Prague, peut-être ?

Et où serait l'accord du centrisme pro-atlantique avec le communisme pro-soviétique ?

Que le Général de Gaulle se retire, et ceux qui s'appellent la gauche non-

communiste n'auraient plus le choix qu'entre écraser les communistes ou être écrasés par eux – entre le destin de Daladier et celui de Kerenski. Chers adversaires qui vous proclamez libéraux, croyez-vous donc que le Parti Communiste vous embrasserait, s'il vous prenait au sérieux ? Tôt ou tard, le conflit est inévitable ; il ne vous l'a d'ailleurs pas envoyé dire.

Mais peu importe même la contradiction, tragique pour le pays, que rencontreraient inévitablement les partisans du *non* dès qu'ils seraient face à face. Car ils ne le seront pas. Ce qui importe, c'est l'enjeu de ce conflit de dix ans, de vingt ans peut-être, que nous trouvons aujourd'hui une fois de plus, que nous trouverons encore. D'où vient la nostalgie de ce pouvoir sans pouvoir, qui ose s'appeler tantôt République et tantôt démocratie, comme si la France reconnaissait dans le président du Sénat l'héritier de Danton et de Saint-Just ? Sur quoi se fondent les membres ou les partisans de ces gouvernements qui pendant si longtemps n'ont su ni faire la guerre ni faire la paix, dont le destin va de Suez à Sakiet, et de Sakiet à Dien-Bien-Phu – et dont on se demande s'ils sont distraits ou satisfaits, au passage de leur cortège de défaites ?

Ce que le gouvernement a toujours été pour eux, ce qu'il reviendrait avec eux, c'est, au pire, une suite de combinaisons ministérielles, au mieux, un organisme de conciliation. D'où leur rondeur sereine, et à la télévision, leur bonhomie d'éternels vaincus. Pour le Général de Gaulle, gouverner c'est décider, même s'il faut d'abord concilier. Nous les avons vus, en face de la création des divisions cuirassées allemandes, concilier l'infanterie avec des blindés, et mettre ce que j'ai appelé jadis un demi-soldat dans un demi-char. Le résultat ne s'est pas fait attendre à Sedan, ni même à Dien-Bien-Phu. Et il ne se ferait pas attendre beaucoup plus longtemps dans le domaine de la modernisation de la France, car lorsqu'ils disent que la régionalisation proposée par le Gouvernement est mauvaise, ils n'en feraient pas une meilleure : ils n'en feraient aucune.

Elle l'est aussi de tous ceux qui, depuis 1940, n'ont pas accepté la démission qui bat notre pays comme une inlassable marée. « La Révolution française est un bloc » disait Clémenceau, comme nous disons : « Le gaullisme est un tout ». Et il ajoutait : « Lorsque le destin du pays est en jeu, il n'y a jamais qu'une question : dans la confusion de ce dont

nous parle, où est la France ? ».

Napoléon a écrit : « J'ai fait mes plans avec les rêves de mes soldats endormis ». Souvent, le Général de Gaulle a fait des plans avec les rêves de la France endormie, parce qu'il a trouvé avec lui des Français qui ne voulaient pas dormir.

Vous voterez *oui* pour qu'il sache qu'il peut compter sur vous.

Et aussi, pour que ses adversaires sachent que s'ils veulent recommencer les défilés de Mai, nous sommes prêts à recommencer celui des Champs-Élysées.